

L'économie française fait toujours du surplace

La consommation comme la production industrielle ont très légèrement progressé en France en novembre.

Une petite embellie insuffisante pour remettre en marche une économie quasiment à l'arrêt.

Par Les Echos Publié le 10 janv. 2025 à 11:07 Mis à jour le 10 janv. 2025 à 11:33

Une légère embellie, mais pas de reprise.

Les indicateurs de la conjoncture française pour novembre, publiés ce vendredi 10 01 25 par l'Insee, montrent un petit mieux pour [la consommation](#) comme pour la production industrielle.

Mais la **croissance** reste encore très **timide**.

La **consommation des ménages en biens a rebondi** de 0,3 % en novembre par rapport au mois précédent (-0,3 %).

Les **dépenses alimentaires ont de nouveau progressé**, de 0,3 % après +1,3 % en octobre. Celles consacrées aux biens fabriqués ont augmenté de 0,9 % (après -1,3 % en octobre), surtout les biens durables (+1,9 %) tels que les biens de transport (voitures neuves ou d'occasion, motos), a détaillé l'Institut national de la statistique.

Un début d'année « morose »

Les dépenses en habillement-textile sont, elles, en baisse de 0,7 %.

[En baisse également, la consommation d'énergie](#) a reculé de 0,8 % (après -1,2 % en octobre).

C'est le troisième mois consécutif de baisse, selon l'Insee : la consommation de gaz a rebondi sans compenser une moindre consommation d'électricité.

En octobre, la consommation des ménages avait reculé de 0,3 %, un chiffre révisé en hausse de 0,1 point.

En 2024, la hausse de la consommation n'a pas dépassé 0,9 % alors que le pouvoir d'achat a grimpé de 2,1 %, avait indiqué en décembre l'Institut de la statistique.

Ces gains sont surtout transformés en **épargne**, les ménages étant soucieux de garder des réserves car ils ne perçoivent pas encore la baisse de l'inflation.

Le gouvernement table notamment sur la reprise de la consommation pour alimenter la croissance en 2025, qu'il voit encore officiellement à 1,1 % comme en 2024 mais qu'il pourrait revoir en baisse.

L'Insee s'attend toutefois à un début d'année 2025 « morose » pour l'économie française : le produit intérieur brut (PIB) ne gagnerait que 0,5 % au premier semestre, horizon de sa prévision.

Amélioration dans l'industrie automobile

La production industrielle française a, elle, augmenté de 0,2 % en novembre.

En octobre, la production industrielle avait baissé de 0,3 % par rapport au mois précédent. La production manufacturière a augmenté de 0,2 % également en novembre, après un recul de 0,1 % en octobre.

Sur les trois mois de septembre à novembre, cependant, la production industrielle a reculé de 0,9 % par rapport aux trois mêmes mois de 2023, et la production manufacturière seule de 1,4 %.

Sur un mois, d'octobre à novembre, la production a particulièrement **rebondi** dans la fabrication de matériels de transport (+3,8 % après -2,6 %) et notamment dans l'industrie automobile (+5,8 % après -3,4 %).

Elle est quasi stable dans l'ensemble « industries extractives, énergie, eau » et dans la cokéfaction et le raffinage.

Elle est stable dans la fabrication d'« autres produits industriels ».

Repli des biens d'équipements

En revanche, elle baisse de nouveau dans les industries agroalimentaires (-0,7 % après -0,4 %) et se replie dans la fabrication de biens d'équipement (-0,7 % après +1,5 %).

Sur un an, la production est « en nette baisse », constate l'Institut national de la statistique, dans la fabrication de matériels de transport (-5,3 %), et particulièrement dans l'industrie automobile (-13,4 %).

La production a baissé également depuis fin 2023 dans la fabrication de biens d'équipement (-3,1 %), un peu moins dans la fabrication « d'autres produits industriels » (-0,8 %) et la cokéfaction et le raffinage (-0,9 %).

Mais elle a augmenté de 1,7 % dans les « industries extractives, énergie, eau » et de 1 % dans les industries agroalimentaires.

L'énergie, toujours un poids pour l'industrie

L'Insee observe enfin que la production des principales branches grosses consommatrices d'énergie reste en deçà de leur niveau de 2021, avant le choc inflationniste provoqué par la guerre en Ukraine. « Dans le contexte de prix élevés de l'électricité et du gaz facturés aux entreprises compte tenu des contrats négociés en 2022 et 2023 pour 2024, les branches intensives en énergie sont particulièrement exposées à la hausse de leurs coûts de production, susceptible de peser sur leur production », remarque l'Insee.

Pour ces branches, la production des trois derniers mois (septembre à novembre 2024) reste ainsi en « **net retrait** » par rapport à celle du deuxième trimestre 2021, le dernier avant que les prix de l'énergie ne commencent à s'envoler.

Elle a ainsi baissé de 26 % pendant cette période dans la sidérurgie, de 20,2 % dans la fabrication de verre et d'articles en verre, de 16,6 % dans les produits chimiques de base et de 11,9 % dans la fabrication de pâte à papier, papier et carton.

Avec AFP